

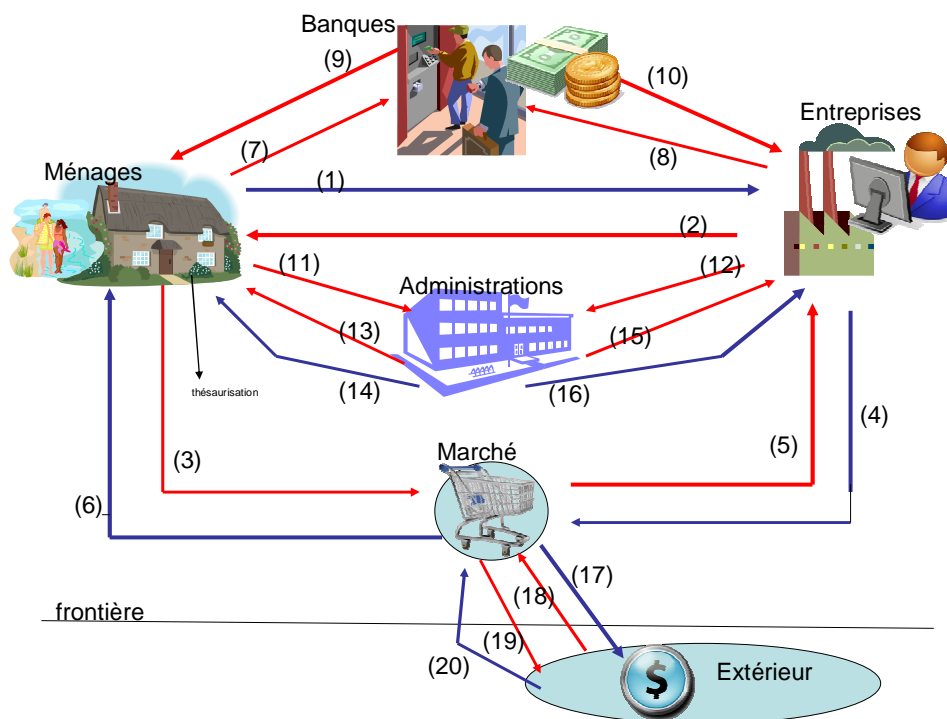
Circuit économique, expansion, récession...

On peut représenter le fonctionnement de l'économie nationale par un circuit montrant les liens entre ses principaux acteurs. Ceci permet de comprendre le double flux permanent : les marchandises et le travail (flux réels) dans un sens, moyens de paiement (monnaie, crédit, finance) dans l'autre sens. Ceci permet aussi de voir comment trois acteurs majeurs agissent comme des « pompes » sur ce circuit : les banques, l'Etat, et l'extérieur. En effet ils peuvent « injecter » des liquidités ou en retirer. Ce faisant, ils peuvent faire repartir l'économie (injections > retraits) ou au contraire la freiner (retraits > injections)...C'est ce que nous allons expliquer dans cet article.

I) Le circuit économique simplifié :

Flux monétaires **en rouge**

Flux physiques ou réels **en bleu**



Légende :

- (1) : le travail (des actifs)
- (2) : les revenus d'activité (salaires, bénéfices des entrepreneurs individuels, dividendes)
- (3) : la demande (solvable) des ménages s'exprime sur le marché (autant de marchés que de biens et services)
- (4) : l'offre des entreprises sur le marché
- (5) : la valeur de la production (en principe valeur ajoutée plutôt que chiffre d'affaires)
- (6) : la consommation des ménages
- (7) : épargne des ménages
- (8) : épargne ou profits des entreprises
- (9) : emprunts
- (10) : emprunts des entreprises
- (11) : prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) supportés par les ménages
- (12) : prélèvements obligatoires supportés par les entreprises

- (13) : prestations sociales (pensions, alloc familiales, remboursé dépenses santé...) indemnités chômage, aides de l'Etat (bourses scolaires...)
- (14) : services publics
- (15) : subventions
- (16) : services publics
- (17) : exportations de biens et services
- (18) : recettes tirées des exportations (entrée de devises)
- (19) : paiement des importations (sortie de devises)
- (20) : importations de biens et services

Commentaire du circuit :

Les actifs travaillent dans les entreprises pour produire des biens et services qui seront offerts (mis en vente) sur le(s) marché(s). Ce sont les richesses primaires créées (le PIB pour faire simple, soit environ 2000 milliards d'euros en France). En contrepartie, ils perçoivent des revenus d'activité (salaires, bénéfices...) qui leur permettent d'acheter (demande) ces biens et services sur le marché et de consommer.

L'excédent du revenu sur les dépenses est épargné et placé dans les institutions financières (pour simplifier, les intérêts ne figurent pas sur le schéma). Avec l'épargne des entreprises, cela forme les « capacités de financement » qui seront utilisées pour couvrir les « besoins de financement » des agents économiques (ménages, entreprises) désirant investir, via les banques et autres institutions financières (les emprunts sur le schéma, pour simplifier). Ainsi l'épargne finance l'investissement.

Les agents économiques supportent des prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales). Ils sont collectés par les Administrations Publiques (Etat, Sécurité Sociale, Collectivités locales) qui en retour offrent des services publics (éducation nationale, santé, transports collectifs etc...) et une protection sociale contre les risques de l'existence (maladie, vieillesse, chômage...).

L'économie nationale est ouverte sur le monde. Les entreprises françaises échangent avec les entreprises étrangères. Elles leur vendent des biens et services, ce sont les exportations. Elles leur achètent aussi des biens et services. Ce sont les importations. Attention, contrairement à une idée reçue et profondément ancrée, ce n'est pas l'Etat qui importe et qui exporte, mais les entreprises, qu'elles soient d'ailleurs privées ou publiques. Donc l'Etat n'est pas impliqué par le paiement des importations et les recettes des exportations. Le dollar (monnaie étrangère = devise) est une monnaie couramment utilisée pour régler les transactions internationales (monnaie de réserve).

Il faut aussi retenir que ce schéma est un circuit. Il montre que les moyens de paiement circulent dans un sens (et en contrepartie, les biens et services créés en sens opposé). Des économistes célèbres et pourtant très différents ont abordé l'économie en terme de circuit : François Quesnay, chef de file des Physiocrates au 18^{ème} siècle, Jean-Baptiste Say, un économiste lyonnais classique ou libéral au début du 19^{ème} et surtout John Maynard Keynes, anglais, père du courant « keynésien » au 20^{ème} siècle. Ils expliquaient le fonctionnement de l'économie et ses dysfonctionnement (crises) en s'appuyant sur l'idée de circulation des richesses créées ou de la monnaie. Par exemple, plus la thésaurisation (épargne conservée chez soi) est élevée, plus il y a des risques de ralentissement de l'activité (Keynes). Ce concept de circuit a aussi servi à jeter les bases de la comptabilité nationale.

II) En observant bien ce circuit on peut mettre en évidence 3 acteurs qui jouent un rôle essentiel que l'on pourrait assimiler à des « pompes » pour simplifier, car ils aspirent et

injectent des moyens de paiement dans le circuit, donc dans l'économie : les banques, l'Etat, l'extérieur.

1) Les banques ont le pouvoir de créer de la monnaie.

Les banques de dépôt ou commerciales ou de second rang (les banques que nous connaissons tous) peuvent créer de la monnaie en créditant « ex-nihilo » (à partir de rien) les comptes des particuliers lorsqu'ils demandent un crédit à court terme ou crédit à la consommation (pour 48 à 60 mois d'échéance). Par contre le crédit à long terme (15-20 ans) pour investir est financé par l'épargne des particuliers, déposée dans les banques. Dans ce cas il n'y a pas création de monnaie.

Plus les banques distribuent du crédit à court terme, plus elles créent de la monnaie et plus elles injectent directement des liquidités dans le circuit. La demande des consommateurs et donc l'activité sont stimulées. L'inverse est vrai aussi, mais dans l'autre sens (freinage de l'activité). Cependant, la création de monnaie a un inconvénient majeur : elle augmente immédiatement la demande sans contrepartie d'offre, donc les prix montent, c'est l'inflation.

Le crédit à court terme est donc un bon moyen de freiner ou relancer la machine économique. Pour cela les banques agissent sur le taux d'intérêt (s'il monte, le crédit est freiné, s'il descend le crédit est encouragé). Mais c'est la banque centrale ou banque de 1^{er} rang qui prend cette décision (la BCE à Francfort) en fonction de la conjoncture. S'il faut lutter contre l'inflation, elle décide de remonter les taux, il y aura moins de distribution de crédit et moins de création de monnaie (donc d'inflation). S'il faut relancer la croissance et réduire le chômage, elle décide de baisser les taux. Le crédit sera moins cher, plus abondant, la consommation repartira et la production aussi (en théorie, car les importations peuvent aussi croître et/ou les prix augmenter).

L'action sur le taux d'intérêt peut aussi jouer sur l'épargne et l'investissement. Si les ménages épargnent beaucoup et que les entreprises n'investissent pas assez, comme en ce moment en 2012, la baisse du taux d'intérêt aura pour but d'essayer de rétablir l'équilibre en décourageant l'épargne et en encourageant l'investissement donc la croissance économique. Une hausse du taux d'intérêt aurait les effets inverses.

2) On retrouve aussi dans ce circuit le rôle de l'Etat dans l'expansion ou la récession.

Si l'Etat veut stimuler la croissance économique (l'expansion) et lutter contre le chômage, il décide de faire une politique « keynésienne » de relance en injectant dans l'économie plus de moyens de paiement qu'il n'en retire. En d'autres termes, il dépense plus qu'il ne prélève d'impôts et cotisations sociales et stimule la demande interne (consommation, investissement) donc l'augmentation de la production. Bien sûr, il crée un déficit budgétaire et de l'endettement, mais Keynes pensait que ce n'était pas grave car le retour de la croissance accroîtrait automatiquement les recettes fiscales dans le futur (c'est le « stabilisateur automatique »). C'est ce qui s'est passé aux USA au milieu des années 1930 (New Deal) après la grande crise de 1929. Aujourd'hui, cette politique réussit moins bien pour deux raisons. Premièrement, la relance de la demande (par la hausse des revenus sociaux, la hausse des salaires des fonctionnaires, le relèvement décidé du Smic dans les entreprises...) risque d'entraîner une augmentation des importations et un déficit commercial car l'économie s'est mondialisée (ce fut le cas en 1982). Deuxièmement il y a aussi le problème des contraintes imposées par le Pacte de Stabilité de la zone euro : le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB et la dette publique ne doit pas dépasser 60% du PIB. Or la France ne respecte pas ces seuils actuellement, donc elle ne peut plus agir librement (cf. plusieurs articles sur ce blog, en

particulier octobre 2012). Par ailleurs, cette politique de relance peut aussi créer de l'inflation (hausse généralisée des prix) car la demande interne devient temporairement supérieure à l'offre interne (le PIB).

Inversement, si l'Etat veut lutter contre l'inflation et les déficits publics, il choisit de prélever d'avantage d'impôts et cotisations sociales que de dépenser. Il injecte moins de moyens de paiement dans l'économie, il en « pompe » d'avantage. Et c'est précisément ce qui se passe en 2012 à cause de la nécessité de réduire les déficits et l'endettement. Malheureusement cette politique dite « d'austérité » ou de « rigueur » conduit à freiner la croissance du PIB et entraîne la récession et la montée du chômage.

Voilà pourquoi, actuellement, la croissance est très faible voire quasi-nulle et le chômage explose (les carnets de commande des entreprises se vident, alors que pendant ce temps la population active continue d'augmenter).

3) Les échanges avec l'extérieur.

Ces échanges sont nombreux : marchandises, services, tourisme, revenus du travail et du capital, capitaux, investissements directs à l'étranger des firmes multinationales.

Il est évident que plus la demande étrangère (exportations de biens, services) adressée à l'économie nationale est élevée, plus cette économie nationale est stimulée, plus il entre en France des liquidités (flux entrant, qui « injecte »). Inversement, plus la France achète à l'étranger des biens et services et plus l'économie « sort » de liquidités (flux sortant qui agit comme pompant ou retirant des liquidités du circuit). Il faut donc essayer d'obtenir une balance commerciale positive mais aussi une balance des paiements courants positive (échanges de biens, services, tourisme, revenus). C'est ainsi que les touristes étrangers sont les bienvenus en France...La composante externe (celle qui vient de l'étranger : Europe ou autres continents) de la demande globale est donc elle aussi très importante pour faire fonctionner la machine économique. Or en ce moment (2012), la France a un énorme déficit commercial et aussi un déficit de la balance des paiements (article d'octobre 2012 sur ce blog). Relancer les exportations par une meilleure compétitivité (article de novembre) permettrait donc (en partie) de faire repartir la production nationale et la croissance.

Jseco22, le 22/12/2012